



TOUS ENSEMBLE MARDI 7 MARS

- *Assez de casse de la Sécu et des services publics,*
- *Assez de casse des Hôpitaux et de l'Action sociale,*
- *Assez d'attaques contre les fonctionnaires.*

Les Unions départementales de Seine Maritime, CGT, FO et Solidaires, appellent à réussir la mobilisation et la grève du 7 mars, avec comme point fort la manifestation nationale à Paris. Cet appel a été lancé par les fédérations CGT, FO, et Solidaires de la Santé et de l'Action sociale, puis chez les fonctionnaires territoriaux, dans la Sécurité sociale et chez les fonctionnaires d'Etat.

Salariés du privé et du public, actifs ou retraités, il est temps de s'unir pour dire, face au gouvernement et à ceux qui veulent prendre le relais :

ASSEZ DE CASSE, ÇA SUFFIT !

Nous appelons à :

- ▶ converger dans la **GRÈVE le 7 mars** avec les syndicats qui appellent.
- ▶ s'inscrire dans les cars pour la **MANIFESTATION à PARIS**.
- ▶ multiplier les initiatives, pour réussir un puissant 7 mars.

✓ Unité sur nos revendications :

- Défense de la Sécu, rétablissement de tous les droits. Que chacun cotise selon ses moyens et reçoive selon ses besoins.
- Abrogation de la loi Touraine. NON aux regroupements d'Hôpitaux (GHT). Réouverture des lits avec embauche.
- Maintien de tous les services hospitaliers.
- Abrogation des réformes territoriales et de la loi NOTRe, maintien des collectivités et des services publics de proximité.
- Hausse des salaires. Augmentation du point indiciaire de la Fonction publique.
- Non à l'individualisation des carrières (NON au PPCR et au RIFSEEP).
- Défense du statut de fonctionnaire. Mise au statut de tous les précaires.
- Dans tous les services publics, arrêt des saignées et des fermetures, création des postes à hauteur des besoins.
- Égalité salariale entre les femmes et les hommes, et égalité dans les déroulements de carrière.

Prenez contact pour vous inscrire dans les cars :

CGT : ud76@cgt.fr / FO : udfo@force-ouvriere.fr / Solidaires : solidaires.hn@wanadoo.fr

- **Difficultés d'accès aux soins, démantèlement des hôpitaux publics,**
- **Casse de la « Sécu », Social-Business. Ça suffit !**
- **La Protection Sociale n'est pas une marchandise**

La Sécurité Sociale et la santé sont au cœur de l'actualité. L'épidémie de grippe 2017 nous a apporté un éclairage préoccupant sur les difficultés des hôpitaux.

Le service public de santé mis à mal

36% à 64% de la population renoncent à des soins pour des raisons financières (enquête IPSOS/SPF).

Le nombre de médecins pratiquant des dépassements d'honoraires ne cesse d'augmenter.

La progression des déserts médicaux en milieu rural et dans les quartiers populaires des villes aggravent les inégalités d'accès aux soins

En 14 ans, 100 000 postes et 57 000 lits ont été supprimés dans les hôpitaux publics. La loi de financement de la Sécu pour 2015-2017 a diminué le budget de la santé de 10 milliards d'euros en faveur du Pacte de responsabilité, dont 3,5 milliards à l'Hôpital, soit 22 000 postes en moins d'ici la fin de cette année.

Depuis plusieurs mois (années pour certains) **les hôpitaux ne peuvent assumer leurs fonctions** que par le recours à de l'intérim médical couteux, aggravant leurs difficultés budgétaires.

Rien d'étonnant dans ce contexte que l'épidémie de grippe fasse exploser l'accueil dans les hôpitaux, laissant durant des heures les malades sur des brancards et épuisant les soignants.

La Sécurité sociale en péril

Le gouvernement applique depuis le 1er janvier 2016 l'Accord National Interprofessionnel (ANI) L'adhésion obligatoire à une mutuelle ou assurance privée pour tous les salarié-e-s privatise encore un peu plus le remboursement et prépare la liquidation de la Sécu. Le projet est de transférer aux complémentaires la totalité du « petit risque » alors que cette notion n'a aucun sens, une grippe peut avoir de graves conséquences comme on le voit actuellement.

Si nous sommes moins remboursés, c'est en raison de décisions gouvernementales précises : déremboursements, dépassements d'honoraires, forfaits et franchises sur chaque consultation, transport en ambulance ou médicaments..

La question est posée de revenir aux fondements de la Sécu avec des remboursements à 100% par la Sécu, sans avance des frais.

À la Sécurité sociale, des milliers de suppressions de postes sont programmées.

Les caisses nationales voudraient généraliser les réorganisations-fusions-mutualisations au détriment des fondements de la Sécurité Sociale. Les services aux assurés et allocataires sont chaque jour plus menacés.

Social, Médico-social : Là aussi c'est la débâcle. **La marchandisation s'organise** via la réforme des diplômes, l'entreprenariat social, les appels d'offre ou les contrats à impact social (la possibilité d'investir contractualisée avec un retour de dividendes payés par les finances publiques.) Fusions d'associations, absorptions, rachats ou liquidations, **nous sommes confrontés maintenant à du « social-business. »** Si on ajoute le désengagement financier de l'Etat ou des Départements, les services et leurs personnels ne peuvent plus effectuer leur travail de manière professionnelle. L'urgence, le court terme sont de mise.

Quant aux usagers, ils sont qualifiés d'assistés, de fraudeurs responsables d'une « dette sociale »

Plus largement, tous les services publics

sont concernés par ces attaques. De la poste aux finances publiques, on ferme les agences de proximité. On ferme des classes en primaire comme dans le secondaire. On remet en cause de nombreux services des communes, départements ou régions.

Les lois Touraine et El Khomri ont aggravé la déréglementation dans les embauches, les rémunérations, le temps de travail, les relations sociales. En 2016, nous étions mobilisés contre ces lois et nous le sommes encore.

■ **Abrogation de la loi Travail,**

■ **Abrogation de la loi Santé**

**Toutes et tous en grève,
et en manifestation à Paris**

MARDI 7 MARS 2017